# POUR L'ÉCOLE PUBLIQUE, LES SALAIRES ET NOS LIBERTÉS

# EN GRÈVE DÈS LE 5 NOVEMBRE !

Depuis plusieurs semaines, les lycéens, les étudiants et les salariés se mobilisent pour leur avenir, leurs conditions d'étude et de travail, leurs salaires et les services publics. Les puissantes manifestations des 17 et 24 octobre, notamment en Mayenne, ont exprimé une détermination commune à obtenir des réponses.

Sous la pression de cette mobilisation, le gouvernement a annoncé le 26 octobre l'annulation des 836 suppressions de postes prévues dans le second degré. Ce premier recul montre que notre mobilisation peut faire bouger les décisions gouvernementales. Il doit maintenant être confirmé dans le budget et suivi de réponses pour l'ensemble des personnels et des élèves.

Les suppressions prévues dans le premier degré doivent également être annulées. Au-delà, les besoins nécessitent des créations de postes dans tous les métiers de l'Éducation nationale.

Les annonces concernant les effectifs des classes, les places dans l'enseignement supérieur ou les personnels de santé et sociaux devront se traduire par des moyens effectifs. Des mesures différées à 2027 ou 2028 ne répondent ni aux revendications, ni à l'urgence. Les discussions annoncées sur les carrières ne remplacent pas une véritable augmentation des salaires, alors que le gel du point d'indice est maintenu.

Dans les écoles, les établissements et les services, les difficultés sont immédiates : classes parfois surchargées, personnels non remplacés, manque d'accompagnement des élèves, précarité, surcharge de travail et épuisement. Les personnels et les jeunes attendent des changements concrets.

La FNEC-FP FO 53, FSU 53, SUD Education 53 revendiquent :

- L'augmentation des salaires sans contreparties, par la hausse immédiate de la valeur du point d'indice et la revalorisation des grilles indiciaires ;
- L'annulation de toutes les suppressions de postes et les créations d'emplois nécessaires dans tous les métiers ;
- L'amélioration des conditions de travail et le respect des missions et des obligations de service des personnels ;
- Un plan de titularisation des personnels contractuels, un vrai statut, un vrai salaire pour les AESH ;
- Les moyens humains et matériels nécessaires à la scolarisation de tous les élèves, y compris des élèves en situation de handicap, le renforcement des moyens de l'enseignement spécialisé et le respect des notifications de la MDA ;
- Le renforcement des personnels de santé, sociaux et des PsyEN ;
- Un plan de rénovation du bâti scolaire ;
- L'accès de tous les jeunes à la formation et aux études de leur choix et l'abandon de Parcoursup.

Nos organisations réaffirment leur attachement aux libertés démocratiques et syndicales. Les lycéens, les étudiants et les personnels doivent pouvoir se réunir, s'organiser et manifester librement, sans intimidation ni répression.

Nos organisations invitent les personnels à se réunir dès la rentrée dans les écoles, les établissements et les services pour préparer la grève. Elles les appellent à décider collectivement des suites, notamment de la reconduction de la grève, et des moyens d'élargir le mouvement, **en participant à l'Assemblée Générale départementale à 9h30 (Maison de quartier Hilard, 48 rue d'Hilard – parking sur place) et à la manifestation prévue à 11h30, depuis la place du 11 novembre à Laval.**

Nous ne pouvons pas laisser la jeunesse porter seule des revendications que nous partageons. Ensemble, construisons une mobilisation à la hauteur des enjeux, capable de durer pour obtenir satisfaction.

## Dès le 5 novembre, toutes et tous en grève !